Mardi 11 septembre 1979 – No 1122 BP 201 75926 Paris Cédex 19. CCP 30 226 72 D La Source 1,70 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

La rentrée des poches vides

Voir nos articles sur la rentrée sociale et le budget pages 3 et 5

Les travailleurs se retrouvent les poches vides à la rentrée. Une des raisons pour lesquelles ils étaient des milliers, le 5 septembre, place de la République, à Paris à l'appel de la CGT

Un sale été

APRES une interruption particulièrement longue cette année du fait de l'acuité de ses difficultés financières, le quotidien reparaît. Quels sont les principaux événements survenus durant cette période de plus de deux mois ? Dans notre pays, le gouvernement Giscard-Barre a profité des mois d'été pour continuer la politique poursuivie durant les trois années de plan Barre. Les mois de juillet et août ont vu se succéder une cascade de hausses de prix ; litre d'essence à 2,94 F, 3,05 F pour le super, RATP plus 20 %, loyers 6,5 % à 12 %, SNCF, fruits et légumes et bien d'autres. En même temps, les cotisations de la Sécurité sociale sur l'assurance-maladie ont été augmentées de 1 % réduisant d'autant le salaire brut et donc le pouvoir d'achat des travailleurs. C'est le début de la mise en application de la déclaration de Barre : « *L'effort de modération dans le domaine des rémunérations devra être poursuivi et intensifié* ». Dans le même temps, l'attaque menée l'année dernière par le patronat et le pouvoir contre les sidérurgistes s'est traduit par la signature d'une convention sociale imposant la suppression de 21 000 emplois.

Le climat de mécontentement est tel parmi les travailleurs que le Conseil des ministres a jugé préférable de ne pas commémorer le troisième anniversaire du plan Barre.

Les prises de position, les initiatives des organisations syndicales, et sur un autre plan des partis de gauche, reflètent l'ampleur des aspirations à la riposte qui existent dans la classe ouvrière et chez l'ensemble des travailleurs. Pour remporter des succès, cette riposte ne peut se borner à l'expression d'un mécontentement si importantes soient les manifestations. Elle doit en même temps construire sur le terrain, avant tout celui des entreprises, un rapport de force suffisant. La recherche de l'unité d'action contre le patronat et le gouvernement Giscard-Barre de la part des militants ouvriers, de tous les travailleurs syndiqués et non syndiqués, apparait plus que jamais indispensable. C'est dans ce sens que les militants de notre Parti agiront dans la lutte pour l'emploi, pour le maintien du pouvoir d'achat, pour les droits sociaux et possibilités de soins, contre les lois anti-immigrés Barre-Bonnet et les autres mesures répressives ou réactionnaires (telle la remise en cause de la loi sur l'avortement et la contraception). L'offensive antiouvrière et antipopulaire sur laquelle compte le pouvoir pour mettre en place sa politique de restructuration doit être fermement combattue.

Sur le plan international aussi, il s'est produit bien des événements. Les frictions sérieuses entre USA et URSS, le génocide que poursuivent les dirigeants vietnamiens au Cambodge et même à l'égard de leur propre peuple avec le soutien de cette superpuissance, la persistance de foyers de tension importants ne laissent pas d'inquiéter. Et ce n'est pas un hasard si le débat sur la défense nationale de notre pays a rebondi récemment.

C'est dans cette situation que *L'Humanité rouge* va poursuivre son rôle d'organe d'information, de mobilisation, faire connaitre les propositions du Parti communiste marxiste-léniniste.

Jean QUERCY.

Importante session du Comité central du PCML

Les 8 et 9 septembre, s'est déroulé dans une commune des Bouches-du-Rhône la 9e session du Comité central du PCML. Le Comité central a entendu un rapport du camarade Jacques Jurquet, secrétaire général, sur les acquis et les problèmes du Parti et les questions immédiates auxquelles il se trouve confronté sur les plans théorique, politique et organisationnel. Après un débat approfondi, diverses mesures concrètes ont été prises et le Comité central a décidé la convocation du 4e congrès. Notre quotidien fournira d'autres informations au sujet de cette session qui a revêtu une importance particulière.

Les points chauds de l'été

Au cours de ces deux derniers mois, l'actualité s'est révélée fertile en événements importants. Il n'est pas possible de les rappeler tous, il nous semble cependant utile de résumer très brièvement les plus susceptibles de développements dans les mois à venir.

AFGHANISTAN

A LA mi-juillet, on signale des combats entre l'armée et des rebelles musulmans à soixante kilomètres de Kaboul. Le 3 août, mise en garde de Washington à Moscou : *« Nous considérerions une intervention extérieure dans les problèmes intérieurs de l'Afghanistan comme une affaire sérieuse. »* Le 5 août, à Kaboul, une mutinerie d'unités de l'armée rejoint un soulèvement de rebelles musulmans. La rébellion est écrasée sauvagement.

IRAN

LE 10 juillet, Khomeiny manifeste son intention de reprendre au gouvernement le contrôle de l'armée. Le 21, il adresse une mise en garde aux mouvements politiques libéraux.

Le 31 juillet, Chapour Bakhtiar, qui fut premier ministre entre le départ du chah et le retour de Khomeiny, tient une conférence de presse à Paris : il demande un référendum permettant aux Iraniens de choisir leur régime.

Le 3 août, élection de la Constituante qui sera chargée de voter la Constitution de la République islamique. Les partis laïques ainsi que le PRPM (parti républicain du peuple musulman) se réclamant de l'ayatollah Chariat Madari refusent d'y participer en l'absence d'un *« climat de liberté »*. Plusieurs partis dénoncent de nombreuses irrégularités.

Le 6 août, l'ayatollah Chariat Madari déplore les fraudes électorales et demande le retour à l'ancienne constitution monarchique de 1906 en supprimant de ce texte les références au chah et en y ajoutant les articles concernant la République islamique.

Le 18 août, suite à l'aggravation de la rébellion kurde, Khomeiny somme l'armée de rétablir l'ordre dans les vingt-quatre heures. Après plusieurs jours de flottement, l'armée, obéissant aux ordres de Khomeiny, contrôle la situation. La rébellion kurde semble circonscrite, mais pour combien de temps ?

Le 4 septembre, dans une déclaration à la presse, le porte-parole du gouvernement iranien accuse les Soviétiques d'avoir armé les rebelles kurdes par l'intermédiaire de la Bulgarie. Ce qui est certain, c'est que tous les opposants à Khomeiny ont fait l'unité avec lui face à la rébellion kurde.

PALESTINE

LE 8 juillet, conférence de presse de Yasser Arafat à Vienne à l'issue de ses entretiens avec le chancelier autrichien Kreisky et Willy Brandt. Israël rappelle son ambassadeur à Vienne.

Fin juillet, le représentant américain à l'ONU, Andrew Young, rencontre discrètement M. Terzi, observateur de l'OLP à l'ONU.

Le 12 août dans une interview au *Washington Star* Yasser Arafat se déclare *« prêt à tout »* pour engager le dialogue avec les États-Unis. Dans le même temps, les Israéliens élèvent une vigoureuse protestation auprès de Carter au sujet de l'initiative de Young.

Le 15 août, désavoué par Carter, celui-ci démissionne.

Le 24 août, ajournement du débat au conseil de sécurité sur les droits des Palestiniens.

Depuis plusieurs semaines, les Israéliens se livrent à des bombardements meurtriers sur le Sud-Liban, sans tenir aucun compte de la condamnation de l'opinion internationale.

SAHARA OCCIDENTAL

LE 12 juillet, le Polisario décide la reprise des hostilités contre la Mauritanie. Le 21, le sommet de l'OUA adopte à la majorité des deux tiers une résolution en faveur du cessez-le-feu et d'un référendum au Sahara occidental, la Mauritanie a voté cette résolution.

Le 3 août, reprise des négociations entre Mauritaniens et Sahraouis à Alger, et le 5 signature d'un accord de paix définitif entre la Mauritanie et la Polisario.

Le 11 août, le Maroc prend le contrôle de Dakhla, capitale de la partie du Sahara occidental évacuée par la Mauritanie. Le 14, Rabat déclare *« nouvelle province marocaine »* le territoire évacué par la Mauritanie.

IRLANDE

A L'APPROCHE du dixième anniversaire de l'intervention britannique en Irlande du Nord (14 août 1969) la tension s'accroît et les attentats se multiplient. Le 27 août, un attentat revendiqué par l'IRA cause la mort de Lord Mountbatten et de plusieurs de ses proches. Le même jour, une forte charge explosive saute au passage d'un convoi militaire près de Belfast causant la mort de dix-huit soldats. L' IRA semble décidée à continuer ses attentats contre les dirigeants haut placés de l'État britannique.

Le 5 août, la signature de l'accord de paix entre le Polisario (à droite) et la Mauritanie.

La proposition du Cambodge à Sihanouk

Sihanouk invité à prendre la tête d'un « front de grande union nationale patriotique et démocratique »

SELON le journal *Le Monde*, Khieu Samphan, chef de l'Etat du Kampuchea démocratique (gouvernement qui siège dans le maquis) a proposé au prince Sihanouk de prendre la tête d'un « front de grande union nationale patriotique et démocratique » pour lutter contre les occupants vietnamiens.

« S'il accepte, a déclaré Khieu Samphan, *nous sommes prêts à remanier en conséquence le gouvernement en conformité avec la création de ce front. Dans ce cas, il assumera également la présidence du présidium de l'Etat. »*.

Auparavant, Khieu Samphan avait tiré la sonnette d'alarme : *« Le danger aujourd'hui pour tous les Khmers est qu'ils perdent leur nation et leur patrie »*.

La radio du Kampuchea démocratique a diffusé le projet de programme de ce front uni dont l'objectif essentiel est, bien sûr, de chasser les envahisseurs vietnamiens.

Sur le plan de la politique intérieure, la souplesse de ce projet a été relevée unanimement par la presse étrangère. Y figurent notamment la garantie des libertés démocratiques des citoyens *« dans leur vie professionnelle ou quotidienne »*, la liberté de formation des partis politiques, la liberté d'opinion, d'expression, de presse, de réunion, de correspondance, de circulation, de résidence... la liberté de croyance et de religion...

Le projet prévoit aussi *« un régime parlementaire avec une assemblée nationale élue au suffrage universel, libre, direct et secret »*. Le secrétaire général de l'ONU est même invité à superviser les premières élections.

Sur le plan économique, le programme garantit, entre autres, *« la liberté de s'adonner à toute forme de production suivant la préférence de chacun »*. La propriété privée sera protégée, les échanges commerciaux à l'intérieur du pays seront assurés par la monnaie nationale.

Sur le plan extérieur, le projet de programme réaffirme la volonté de suivre une politique *« d'indépendance, de paix, de neutralité et de non-alignement »*. Il s'oppose à l'installation de base militaire étrangère dans le pays et à l'usage de la force pour régler les questions litigieuses entre différents pays.

Comme on le voit, la souplesse de ce projet peut permettre d'unir tous les Cambodgiens, indépendamment de leurs opinions politiques, pourvu qu'ils soient opposés à l'occupation de leur pays par le Vietnam. Jusqu'à ce jour, le prince Sihanouk n'a pas fait connaître sa réponse.

Claude LIRIA

En bref....

PROCHE ORIENT

MALGRE les apparences, la dernière rencontre Sadate-Begin se solde en fait par un échec. Certes, trois accords ont été conclus, mais ils portent sur des points d'importance secondaire. Sadate a d'ailleurs reconnu : *« Cela ne nous a pas pris plus de cinq à dix minutes »*. L'essentiel de la rencontre était consacré au problème de l'autonomie de la Cisjordanie prévue par les accords de Camp David, et, à cet égard, il n'y a aucun changement.

Le même jour, la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU réunie à Genève adoptait à l'unanimité un appel demandant que tout soit fait pour *« permettre immédiatement de commencer les négociations entre Israël et le peuple palestinien par l'intermédiaire de son représentant, l'OLP, afin de rétablir ses droits »*. Dans une autre résolution, les membres de la sous-commission se sont par ailleurs déclarés *« profondément inquiets de la violation des droits fondamentaux de la population arabe en Palestine et dans les territoires occupés par les autorités israéliennes »*.

ITALIE

ACTUELLEMENT en URSS pour ses vacances, Enrico Berlinguer a été reçu par Brejnev le 5 septembre. Le communiqué commun publié à cette occasion manifeste un alignement très net du PCI sur l'URSS. Contrairement à celui de l'an passé, il ne mentionne plus les *« forces chrétiennes »* à propos de la coopération entre les forces démocratiques. Mais le plus significatif, c'est le passage concernant l'appréciation de l'URSS : selon *L'Agence Tass « Enrico Berlinguer a souligné le succès du peuple soviétique dans l'économie, la science, la culture et la vie socialiste, succès qui renforce le prestige de l'État socialiste soviétique et constitue une importante contribution à la lutte des forces anti-impérialistes dans le monde entier »*. Comme son compère Marchais, Enrico Berlinguer rentre dans le rang.

RELATIONS URSS-USA

LE 30 août, le sénateur démocrate Franck Church révélait au cours d'une conférence de presse la présence à Cuba d'une brigade soviétique de combat forte d'environ trois mille hommes. Le premier septembre, le département d'État confirmait cette information, alors que cette présence remonte déjà à plusieurs années, c'est seulement maintenant que les services secrets américains semblent s'en aperçevoir. Les sénateurs paraissent actuellement décidés à exiger le rapatriement en URSS de ce contingent en échange de la ratification des accords SALT II qu'essaye d'obtenir Carter. Cette ratification est de plus en plus mal partie.

RENTREE SOCIALE

La rentrée des poches vides

Ce mois de septembre s'ouvre bien difficilement pour les travailleurs qui reviennent de vacances. En effet, ni les patrons ni le gouvernement ni les dirigeants syndicaux ne sont partis cette année et la situation est encore plus complexe qu'en juillet. Le problème de l'emploi persiste plus que jamais après la signature de la convention nationale de la sidérurgie en juillet. Mais c'est sur les salaires durement amputés par l'augmentation des cotisations de la Sécurité sociale et les consignes de Barre sur le pouvoir d'achat (« la hausse des prix doit être un plafond et non un plancher ») que sont aussi braqués les projecteurs. La CGT a mobilisé dès le 3 septembre ses militants dans une semaine d'action qui a vu un certain écho chez les travailleurs (Voir ci-dessous)

Ce n'est pas pour autant que l'unité d'action semble se dessiner entre les organisations syndicales et les polémiques n'ont jamais été aussi vives depuis longtemps. Seuls, les patrons sont contents : leurs profits ont augmenté de 28 % en un an selon une enquête de la CGT.

DEPUIS une semaine, la plupart des salariés ont repris le travail. C'est ce qu'on appelle d'habitude « la rentrée sociale ». Drôle de rentrée, cette année, car on est bien tenté de dire que pour rentrer, il aurait d'abord fallu sortir ! Et cette année, il y a bien eu les congés payés, mais pas de véritable sortie sociale : c'est le 24 juillet que patrons de la sidérurgie et syndicats ont signé (sauf la CGT), l'accord sur les réductions d'emploi dans le Nord et en Lorraine.

Les réactions syndicales aux mesures gouvernementales de l'été ont été immédiate début août, en particulier contre l'augmentation des cotisations de Sécurité sociale. Edmond Maire, le 3, Bergeron ensuite, et, le 8, Séguy déclarait dans une conférence de presse — chose rare à cette époque de l'année — *« ce n'est plus de l'austérité, c'est de la spoliation ! »* et il annonçait des actions de la CGT avant l'automne.

Des actions, il y en a eu ce mois d'août aussi : les plus importantes furent celles des dockers pour l'augmentation de leurs salaires, celle des travailleurs du Havre contre le départ du Norway, celle des cheminots contre la suppression du deuxième agent de conduite...

L'APPEL A L'ACTION DE LA CGT

C'est bien pourquoi la mobilisation était importante, mercredi 5 septembre, à l'appel de la CGT, place de la République, à Paris, trois jours à peine après le grand retour des congés payés.

La rentrée est précoce cette année, mais elle est aussi complexe. Face à l'ampleur de l'attaque du gouvernement, chacun part au combat en rangs dispersés : la CGT lance des appels à l'union mais elle entame l'action toute seule sans attendre et cherche à cristalliser autour d'elle la volonté de lutte des travailleurs. C'est le sens du discours de Séguy le 5 septembre et de la semaine d'action engagée dès le retour des congés.

De son côté, Jean Menu, le nouveau secrétaire général de la CGC parle d'engager l'action contre les mesures qui amputent le pouvoir d'achat des cadres. Il veut bien répondre à l'invitation de rencontre de Séguy (*« la rencontre CGT-CFDT devrait être rapidement suivie d'une rencontre à cinq, CGT, CFDT, FEN, FO et CGC... »*) mais seulement si les autres sont d'accord. Quant à Bergeron, il dit bien dans une interview accordée début septembre au *Matin* : *« A partir du moment où la discussion des revendications n'est plus possible, il faut bien envisager le recours à l'action traditionnelle, c'est-à-dire... la grève »*. Mais il a ajouté : *« Nous n'agissons pas par sectarisme, mais il n'y aura jamais aucun accord avec la CGT »*.

LES DOUTES DE MAIRE

Avec la CFDT, la polémique s'est poursuivie entre les deux organisations tout l'été : d'abord à la suite de l'accord de la sidérurgie que la CFDT a qualifié d'accord « exemplaire » alors que la CGT refusait de le signer. Ensuite c'est l'affaire du Norway qui a opposé les deux confédérations.

Elle s'est poursuivie et amplifiée sur la stratégie syndicale à la rentrée. Maire dans son discours de rentrée, à Rouen le 6 septembre, se montre peu optimiste sur l'unité d'action en affirmant : *« Nous espérons nous tromper, mais il nous semble que la CGT s'oriente vers une réponse négative aux propositions d'actions de la CFDT... La CFDT craint qu'il y ait de la part de la CGT la volonté de faire cavalier seul recopiant ainsi au plan syndical l'attitude décidée au plan politique par le PCF lors de son précédent congrès »*. Il doute aussi d'autres alliances possibles : *« Comme s'il était réaliste d'attendre que FO se joigne à nous... Comme si nous pouvions compter sur la CGC pour un retrécissement de l'éventail hiérarchique...»*

On le voit, les perspectives d'action syndicale commune restent floues bien en deçà des exigences de l'heure et de l'aspiration des travailleurs syndiqués et non syndiqués à une riposte efficace et donc unitaire.

CEYRAC SATISFAIT ET SEREIN

Les patrons, eux, se félicitent de la politique gouvernementale. Ceyrac a déclaré que les mesures sur la Sécurité sociale étaient *« prendre enfin le taureau par les cornes »*. Et une étude de la CGT montre que les grandes entreprises industrielles ont eu des bénéfices en hausse de 28 % en un an et que les banques ont augmenté leurs profits de 40 % ! Quant à la rentrée, il la voit calme, il pense que *« Les Français ont pris conscience de l'importance de l'épreuve que nous traversons »*. Il faut dire aussi, qu'ils ont obtenu la signature de l'accord sidérurgie et sans doute peuvent-ils être satisfaits.

Claire MASSON

SOMMET DE LA HAVANE

Offensive soviétique au sein des non-alignés

LA 6e conférence au sommet des pays non-alignés a clos ses travaux avec vingt-quatre heures de retard, dû aux laborieuses discussions pour parvenir à un communiqué final acceptable par tous.

Cette conférence, plus que toutes les précédentes, aura été marquée par les pressions de Cuba et du Vietnam pour dévier le mouvement de son objectif initial : l'indépendance par rapport aux blocs.

Même s'ils n'ont pas obtenu, loin de là, le soutien de la majorité des pays, il n'en reste pas moins que les pays les plus pro-soviétiques ont été à l'offensive pour faire accepter leurs thèses.

Face à cette « minorité agissante », unie comme un seul homme pour attaquer la Chine ou pour légitimer l'occupation injustifiable du Cambodge par des troupes vietnamiennes, l'attachement aux principes fondamentaux du mouvement des non-alignés s'est surtout manifesté par la voix du représentant de la Yougoslavie. Tito a réaffirmé sa politique d'indépendance de toujours, sans toutefois répondre par des accusations aux accusations de l'adversaire. Il a cependant fait allusion à Moscou en déclarant : *« Nous n'avons jamais accepté d'être la courroie de transmission de qui que ce soit »*.

L'absence de polémique de la part des tenants de l'orientation « hors-blocs » tranchait donc nettement avec la virulence des tenants de l'orientation pro-soviétique.

Quand on pense qu'un pays comme le Vietnam (dont 150 000 soldats occupent le pays voisin depuis neuf mois) s'est permis de déclarer avec arrogance : *« La situation au Kampuchea est irréversible »* et d'accuser la Yougoslavie de faire le jeu des USA et de la Chine, on comprend mieux que quelque chose a cloché à la conférence : ceux-là mêmes qui auraient dû se trouver en position d'accusés et avoir la décence de se taire, étaient au contraire les plus hystériques.

Bien sûr, la bataille n'est pas gagnée, loin de là, pour Moscou puisque la grande majorité des pays ne s'est pas ralliée à ses thèses. Il n'empêche que l'absence de représentant du Kampuchea démocratique, la virulence de Cuba et du Vietnam sont des signes de regain d'offensive soviétique au sein du mouvement des non-alignés.

Claude LIRIA

SYNDICATS

Semaine d'action CGT dans le Nord

AVEC près de 400 prises de paroles aux portes des entreprises, la distribution de plus de 400 000 tracts et environ 80 débrayages, la semaine d'action de la CGT dans la région du Nord a mobilisé les efforts des militants cégétistes. Dans le Valenciennois, les débrayages ont été nombreux, ainsi chez Sofanor à Quievrechain, aux ANF de Marly, chez Eternit à Prouvy et à la CFEM où les travailleurs ont bloqué la route nationale 29 pour protester contre 55 licenciements.

A Roubaix, une délégation de 80 délégués syndicaux représentent 17 entreprises ont porté au syndicat patronal interprofessionnel une pétition de 1 000 signatures exigeant notamment que dans le textile, les salaires minima soient portés à 2 700 F pour le manœuvres, 3 000 F pour l'OS et 3 500 F pour l'ouvrier qualifié. Des responsables CGT devaient prendre la parole à la sortie de la Lainière de Roubaix où la pétition de la CGT a recueilli 700 signatures.

A Dunkerque, le mouvement a été particulièrement suivi dans les entreprises de réparation navale, Flandres industrie, Ziegler et Beliard où les travailleurs ont observé une demi-journée de grève.

A Usinor-Dunkerque, après une pétition qui a recueilli 5 000 signatures, la CGT a lancé un appel à un débrayage d'une heure le 7 septembre et une délégation s'est rendue à la sous-préfecture de Dunkerque remettre une motion signalant la perte du pouvoir d'achat subie par les sidérurgistes (moins 5 %) alors que la production de l'usine bat des records avec souvent plus de 20 000 tonnes par jour avec les quatre hauts fourneaux.

A Douai, un débrayage en fin de poste s'est produit aux petites presses à l'usine Renault et des délégations de la CGT se sont rendues à la sous-préfecture. Quelques débrayages ont eu lieu chez les ouvriers textiles d'Armentières, chez les verriers de l'Avesnois et les métallos du bassin de la Sambre.

A Calais, Boulogne, St-Omer, les militants CGT ont tenu des assemblées de rentrée. A Lille, 200 militants se sont rassemblés à la Bourse du travail pour une assemblée générale de rentrée avant de défiler dans les rues du centre ville jusqu'au siège de l'antenne régionale du CNPF où ils ont trouvé porte close. Cette manifestation peu nombreuse était d'ailleurs la seule de la région. Au bilan de cette semaine d'action dans le Nord, on pourra noter une faible participation des travailleurs qu'atteste aussi bien le nombre relativement peu élevé des débrayages (54 seulement pour le département du Nord), que le modeste pourcentage des travailleurs ayant participé au mouvement (mis à part dans la réparation navale dunkerquoise).

La bonne mobilisation des militants CGT qui s'est réalisée à l'occasion de cette semaine révèle néanmoins la volonté des travailleurs de ne pas accepter la situation qui leur est faite.

Rémi DAINVILLE

FETE DE L'HUMANITE

Dans la lignée du 23e congrès

(Photo HR)

Le samedi, devant la grande scène, des milliers de jeunes ont écouté les groupes et les chanteurs.

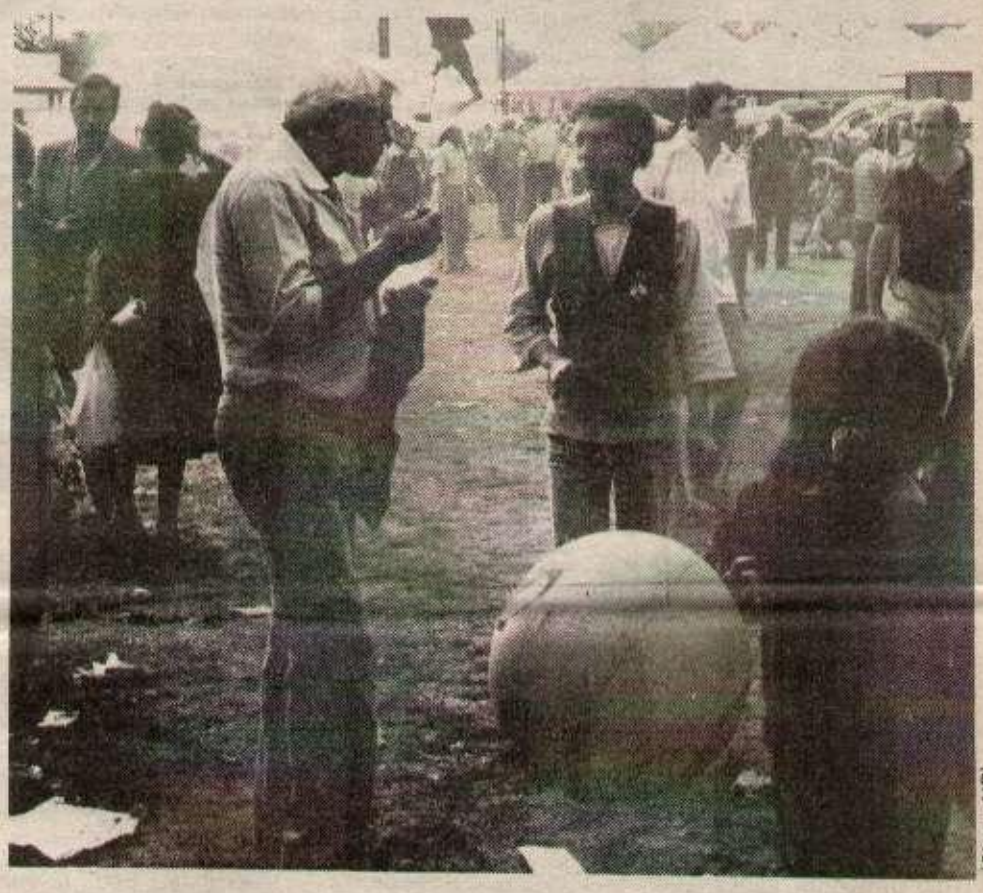
D'APRES les dirigeants du PCF la « fête 79 » aura dépassé en affluence celles des deux années précédentes. Ce bilan se traduirait par deux chiffres : plus de 603 000 vignettes vendues (au lieu de 601 000 en 1977) et 10 000 adhésions. S'agit-il pour autant du *« grand événement politique de la rentrée »* ? Une grande fête certainement, avec tout ce que ça comporte de jeux, de musique et de guinguettes avec aussi une ambiance bon enfant même pas troublée par l'humidité du ciel... Quant à la politique, concentrée en quelques lieux ; le stand de l'*Humanité*, le village du livre et la cité internationale (voir ci-contre), elle fut l'occasion de quelques débats sans grande passion et dans un style parfois bien académique. Presque tous les « grands noms » de la contestation intellectuelle étaient présents. Qui à la tribune d'un débat comme Ellenstein siégeant à côté de Mazauric, grand pourfendeur de contestataires, ou Raymond Jean (connu pour ses critiques à l'URSS) aux côté de Wurmser et Andrieu ; ou bien encore les « philosophes althussériens » Balibar et Labica donnant la réplique à des membres du comité central sur le thème de la philosophie ou de l'augestion. Qui dédicaçant ses livres au stand des Editions du *Seuil* ou *Maspéro* comme Jean et Nina Kehayan et Yves Vargas. On était loin des injures et des cris qui prévalurent de la part des dirigeants du printemps 78 au XXIIIe congrès.

A côté de cela, il faut souligner la présence massive d'une propagande fallacieuse et mensongère de soutien au Vietnam. Solliciter les sentiments humanitaires et internationalistes des travailleurs pour leur faire arborer des autocollants *« Ne touchez pas au Vietnam ! »*, c'est certainement la chose la plus révoltante qui frappait au détour de cette fête.

Dimanche à 16 heures, un public assez nombreux (les deux tiers de ceux qui applaudissaient Lavilliers la veille) se rassemblait pour écouter le discours central prénoncé cette année par Claude Poperen (membre du bureau politique). Discours qui fut la reprise sans surprise des thèmes politiques mis en avant par le PCF depuis le printemps : lutter, s'unir à la base, arracher sans attendre les revendications, faire reculer Giscard-Barre. A une semaine d'une rencontre au sommet PC-PS (prévue pour le 20 septembre) le passage consacré au PS prenait un relief particulier. Les dirigeants socialistes tentent de cacher leur « inaction » derrière des « déclarations ronflantes ».

Poperen, paraphrasant Marchais les accuse de ne penser qu'aux présidentielles de 1981. Bref, c'est presque (en parole) la dénonciation de l'attentisme électoraliste ! Soit ! Rendez-vous sur le terrain !

Pierre MARCEAU



(Photo HR)

Les sidérurgistes s'étaient donné rendez-vous

UNE place importante était réservée au problème de la sidérurgie à la fête de l'*Huma 79* : un « espace sidérurgie » entre l'espace Nord et l'espace Est. On pouvait y admirer de grands panneaux expliquant les divers procédés de fabrication de l'acier et une série de photos sur Neuves Maisons, la nouvelle usine d'Usinor, celle qui va remplacer Longwy. On pouvait aussi y acheter, en soutien à la lutte des sidérurgistes, des casques multicolores, de vrais casques de sidérurgiste, certifiés.

Dimanche à 15 h, c'était le temps fort sur la sidérurgie. La préparation d'une manifestation vers la scène centrale regroupe sidérurgistes et mineurs derrière leurs banderoles. L'Est est bien représenté et en particulier, Longwy, dont les immenses lettres sont visibles de la scène centrale. Sous le ciel bas et gris, c'est comme une explosion de couleurs : les casques se vendent bien, des centaines sans doute. Les militants vendent aussi « les chiffons rouges », des écharpes « Longwy vivra » et presque tout le monde à l'entour, a la sienne.

La fanfare de Moyeuvre est venue. « Froidcul » est son nom, mais devant l'ardeur de ses tambours et de ses cuivres, l'impressionnante sono de la scène centrale pourtant toute proche, où chante Pierre Perret, doit s'incliner. Après une brève intervention de Jean Colpin, secrétaire du PCF, disant que ce n'est pas dans l'*Humanité* qu'ont peut lire que *« le combat des sidérurgistes est un combat d'arrière-garde »* et assurant du soutien du PCF, le cortège se forme et s'ébranle, toujours sous la direction de la fanfare. Les casques efficaces, parait-il, contre les « coups de Barre » s'éparpillent dans la foule vers les stands buvettes et vers la scène centrale où deux présentateurs de *Lorraine cœur d'acier* commentent l'arrivée des cortèges avant l'intervention de Poperen.

Très bon enfant, le temps fort sur la sidérurgie : on a plus envie de rire et de se déguiser que de parler de l'avenir de la lutte. Mais l'intérêt est toujours là, plus d'un mois après la signature de l'accord, on le sentait à voir acheter les casques et les écharpes : c'était plus qu'un souvenir de la fête de l'*Huma*.

C. M.

En parcourant la cité internationale

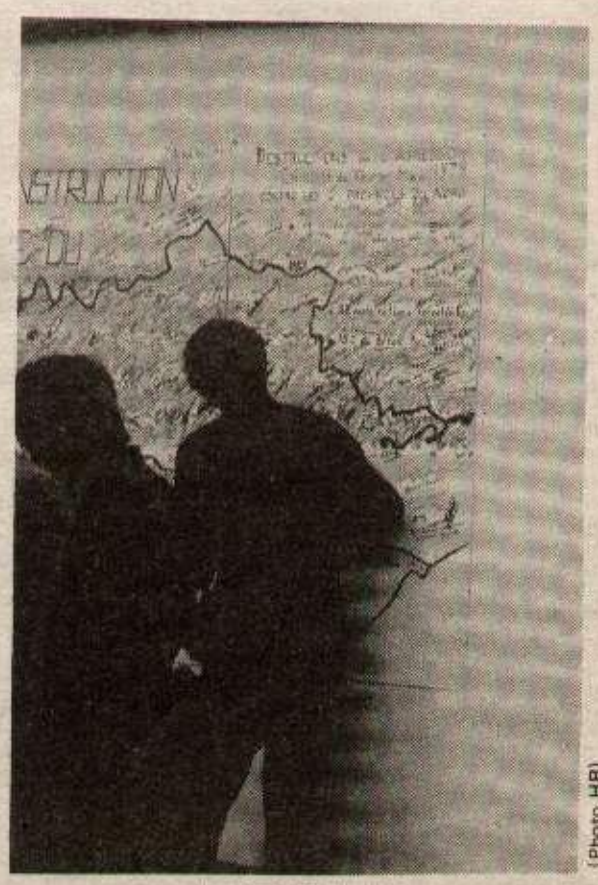
A la cité internationale où sont regroupés les journaux ou organisations étrangères invités par le PCF, le caractère politique et militant des stands était certainement plus marqué qu'ailleurs.

A noter deux faits contradictoires :

— Le stand de l'Erythrée dénonçait clairement l'intervention directe et massive de l'URSS aux côtés des troupes éthiopiennes, contre la lutte de libération du peuple érythréen. Contrairement à l'année dernière, l'Ethiopie, toujours plus alignée sur les positions internationales de Moscou, n'était pas représentée à la fête : volonté de l'Ethiopie ou volonté du PCF ? Quoiqu'il en soit, cette absence contribua certainement à élargir la popularité de la lutte du peuple érythréen auprès des militants du PCF.

— Le stand Vietnam, lui, portait mal son nom : il aurait dû se nommer carrément « stand antichinois ». En effet, pendant des demi-heures entières, un orateur passait son temps à attaquer la Chine, que ce soit sa politique internationale ou intérieure, qualifiée de *fasciste*, sans *rien de socialiste*. Procédé peu louable qui permettait à son auteur de passer rapidement sur des questions brûlantes comme celle des réfugiés ou celle de l'occupation du Cambodge par plus de cent cinquante mille soldats vietnamiens.

C. L.



(Photo HR)

Au stand Vietnam : un stand qui aurait dû s'appeler stand antichinois.

PTT

Répression contre l'absentéisme

LES P&T prennent sérieusement en charge « la lutte contre l'absentéisme ». Une note de la direction départementale des postes d'un département de banlieue indique aux chefs d'établissement les ficelles pour mener cette lutte. « *Les actions concertées locales* (en clair les grèves locales) *en réaction notamment contre l'insuffisance des moyens de remplacement* » (en clair, le manque d'effectif). « *La féminisation croissante : agents titulaires "Poste" 29,5 % fin 1976, 32,8 % fin 1978. Pour les seules directions de Paris extra-muros et intra-muros, le pourcentage a évolué de 28 % à 36 %. Le motif principal des absences est l'augmentation des congés de maternité* ».

« *La réaction de défense du personnel contre tout ce qu'il admet difficilement :*
— Le travail du samedi ;
— Le temps de transport trop long ;
— Le travail répétitif ou jugé sans intérêts ».

« *La complicité des médecins qui, dans de nombreux cas, ordonnent des arrêts de travail qui ne peuvent être justifiés par un motif strictement médical* ».

Alors après « ces riches constatations », la direction propose quelques solutions :

« *— Accentuation des contrôles, sanction dès la première absence et accentuation à la suivante jusqu'au blâme ou à la mise à pied, classement au demi-choix* ».

« *Un espoir : la modernisation des centres devrait amener :*
— Un assaissinement de la vie professionnelle (lutte contre les nuisances, travaux moins pénibles) ;
— Une amélioration du climat social.
Un espoir déçu : les congés maladies paraissent aussi nombreux dans les centres modernes (équipement technique, équipement social) ».

« *Une action de dissuasion à l'égard des personnes sur lesquels pèsent des présomptions de fraudes :*
— Maladies aux limites des congés d'affaires ;
— Maladies permettant de créer des ponts ;
— Maladies des provinciaux (service parisiens) ;
— Maladies en période scolaire et à certaines périodes de l'année pour convenances personnelles : jardin, pêche, chasse, vendanges ».

Alors. Eh bien « *faire contrôler l'intéressé par le médedin assermenté, informer immédiatement la direction, demander de sévères observations, puis avertissements voire blâmes avec notation au demi-choix, envisager la suppression de la prime de rendement* ».

IMMIGRES

L'été des expulsions

L'offensive conduite par le gouvernement, les ministres de l'Intérieur et de la Justice en tête, pour tenter d'écraser la lutte des résidents des foyers Sonacotra et autres foyers de travailleurs immigrés s'est poursuivie tout l'été.

Elle a pris essentiellement la forme d'expulsions dont celle du foyer de Garges-lès-Gonesse en banlieure parisienne, a été fin juin, l'une des plus marquantes. Cette offensive fait partie de l'offensive d'ensemble contre les travailleurs immigrés dont les projets de lois Barre-Bonnet-Stoléru-Boulin sont l'expression la plus générale.

Pierre Bon, directeur de la Sonacotra, par ses déclarations menaçantes de la semaine dernière, a confirmé la volonté gouvernementale de poursuivre son offensive contre les résidents en particulier les expulsions (deux mille encore, a-t-il dit) et aussi les saisies-arrêts sur salaire, procédure qu'il a estimée « *tout à fait banale* »...

C'est dans cette situation que le Comité de coordination, appuyé par diverses sections, unions locales ou départementales de syndicats, associations diverses notamment de travailleurs immigrés, prépare un grand rassemblement pour fin septembre. C'est dans ces conditions également que les résidents expulsés de Garges continuent à camper devant leur foyer (*).

LE jeudi 6 septembre, la police (une dizaine d'estafettes, plusieurs voitures) a procédé à des contrôles d'identité au campement de Garges : c'est la première fois. Voilà qui donne une idée de la réouverture du foyer annoncée pour « *d'ici à six mois* » par Pierre Bon à la fin de soi-disant travaux de modernisation.

DURANT L'ETE

Durant l'été, les expulsions ont touché des foyers de l'Est (Woippy, Strasbourg, Homécourt, Thionville...) et de la Région parisienne : Garges, Sannois, Sartrouville, Saint-Germain-en-Laye, Gennevilliers, Aulnay-sous-Bois. A l'exception de Garges, ces expulsions étaient partielles et les résidents expulsés ne tardaient pas à réintégrer leurs foyers. C'est sans doute pour cette raison qu'à Aulnay, les CRS venus procéder aux expulsions sont restés sur place, contrôlant systématiquement les entrées et les sorties.

ENCORE DES EXPULSIONS

D'autres expulsions sont prévues : à Montreuil, Bagnolet. Le 25 septembre, cinq foyers doivent passer au tribunal de Bobigny.

Au foyer Sonacotra de Champigny, cent soixante sept expulsions doivent intervenir à partir du 21 septembre.

Toutes les expulsions ont donné lieu à des rassemblements et manifestations de protestations, les plus marquants à Garges. Il y en a eu à Sannois, Sartrouville, Woippy, etc. le dernier en date à Gennevilliers, ce samedi.

D'autres auront lieu :
— Le 22 septembre, journée portes-ouvertes, à partir de 14 heures, au foyer Sonacotra de Champigny (79, rue du Monument) ;
— Le 24, devant la préfecture de Créteil (lors du passage d'un délégué devant la commission d'expulsion qui prépare son expulsion hors du pays) ;
— A Longwy, les 15 et 16 septembre, journées portes-ouvertes au foyer Mont Saint Martin.
— Le 25, au tribunal de Bobigny.

PREPARER LE GRAND RASSEMBLEMENT NATIONAL CONTRE LES LOIS BARRE-BONNET-STOLERU

Tout cela constitue des préparations locales de la mobilisation pour le grand rassemblement national du 29 septembre.

Diverses villes en province ont commencé à s'y préparer : Lyon, Marseille, Chalon-sur-Saône, Le Creusot. A Lille, les sections syndicales et associations sont appelées à se réunir tous les mercredis à 20 H.

A Champigny, les sections syndicales, UL, UD, associations d'immigrés, organisations politiques sont appelées à se réunir tous les jeudis à 19 H au foyer Sonacotra (79, rue du Monument) à la fois pour riposter aux expulsions prévues dans ce foyer et pour préparer la mobilisation de tous contre les lois Bonnet-Stoléru, pour le rassemblement national du 20.

A Argenteuil, un meeting sera organisé entre le 20 et le 29.

A Garges, bien sûr, les réunions du mercredi à 20 H continuent.

Des commissions ont été constituées pour la préparation matérielle du rassemblement. Une commission culturelle, en particulier, qui appelle les groupes culturels désirant y participer, à prendre contact à Garges (réunions à cet effet les mercredis à 19 H à Garges).

Comme on le voit, les résidents ne se découragent pas ! Face à l'offensive du pouvoir pour écraser leur lutte et leur Comité de coordination, ils résistent. Ils comptent sur le soutien des travailleurs français pour mener la lutte jusqu'au bout.

(Informations recueillies auprès d'un représentant du Comité de coordination).

* Foyer Sonacotra de Garges : rue des Doucettes — 95140. GARGES. Terminus du bus No 205 B (départ Porte de La Chapelle). Pour tout courrier : Comité de coordination 14, rue de Nanteuil — PARIS 14e.

(Photo HR)

Garges-lès-Gonesse : juillet 1979.

Foyers SONACOTRA

Plus de 4 ans de lutte

LA grève des loyers que mènent les travailleurs immigrés dans les foyers Sonacotra et autres (AFTAM, AFRP...), avec leurs comités de résidents, avec le comité de coordination qui les regroupe, dure maintenant depuis quatre ans. Elle touche plusieurs dizaines de foyers, des milliers de résidents — jusqu'à 20 000 selon la direction même de la Sonacotra — avec des hauts et des bas selon les périodes. Les objectifs revendicatifs, concentrés dans une plate-forme établie depuis de longues années, concernent le montant des loyers, les droits démocratiques et le statut des locataires, les brimades racistes que subissent les résidents de la part de nombreux gérants recrutés le plus souvent parmi d'anciens militaires ayant participé aux guerres coloniales menées par la France notamment en Afrique du Nord.

Jusqu'ici, rien n'a pu venir à bout de cette lutte.

Budget 80 : rien de bon !

UN premier coup d'œil sur le projet de loi du budget 80 ne laisse rien présager de bon. Quelques miettes de taxation sur les signes extérieurs de richesse sont jetées en pâture : l'impôt sur les hélicoptères, les avions et hors-bords personnels, le plafonnement des exonérations pour le calcul des droits de succession (quoique cette dernière mesure risque de toucher aussi les petits héritiers et les paysans), la taxe exceptionnelle sur les entreprises de production (et non de raffinage et de distribution) : Elf-aquitaine, Esso, Shell.

Mais très vite au nom « *du soutien de l'activité* » et de la « *solidarité nationale* ». Papon annonce les véritables mesures.

LES IMPOTS

Le budget prévoit que les huit premières tranches d'impôt seront relevées de 8 %, les neuvième et dixième tranches d'impôt que de 4 %, par contre les onzième, douzième et treizième tranches ne seront absolument pas relevées.

LA VIGNETTE

Le projet de loi de finance pour 1980 envisage la création d'une vignette pour les motos à partir de 500 cm3 répartie ainsi : 100 F pour les 6 CV ; 160 F pour les 7 CV ; 280 F pour les 8 et 9 CV ; 560 F pour les 10 et 11 CV ; 800 F au-delà de 11 CV.

Il prévoit une augmentation de la vignette automobile : pour les petites cylindrées, une augmentation de 15 à 20 F pour les cylindrées moyennes, une augmentation de 100 F et plus, pour les très grosses cylindrées 400 F de hausse.

Ces augmentations et la création d'une vignette moto n'entreraient en vigueur qu'à l'automne 1980, mais il n'est pas trop tôt pour engager la lutte. Ainsi, vendredi 7 septembre, 6 000 motards se sont réunis à la Bastille à Paris pour s'opposer à cette vignette-moto.

LE TABAC, L'ALCOOL, LA TELE LES TARIFS PUBLICS

Augmentations prévues encore sur les tabacs et les alcools entre 15 et 20 %, sur la redevance de la télévision plus 6,8 %, sur les tarifs publics plus 9 %.

D'une manière générale, le budget 80 ne chausse pas de lunettes roses pour examiner l'avenir. Il prévoit un déficit de 31 milliards ; parmi les 26 programmes quinquennaux d'actions prioritaires (PAP), 19 ne seront pas atteints, comme ceux sur les hôpitaux, sur les conditions de travail, sur la famille. Quelle coïncidence !

Enfin, si une croissance optimale de 2,5 % pourrait être atteinte, elle ne pourrait rien contre l'aggravation du chômage...

Nathalie VILLOTIERS

NOTE DE LECTURE

3 enfants dans la guerre

« La guerre de Pétros », « Le tigre dans la vitrine »: 2 livres pour enfants de l'écrivain grec ALKI ZEI

Rares sont les livres pour enfants situés dans une réalité sociale et historique précise. Bien souvent, lorsque les enfants sont les héros d'un livre, c'est d'une histoire merveilleuse ou fantastique qu'il s'agit. Si toutes les formes de récit (contes, fables, romans) sont nécessaires dans leur diversité pour éveiller et développer l'imagination, cela ne doit pas exclure des romans à thèmes sociaux.

Alki Zei, écrivain grec, situe ses jeunes héros, Pétros, Melissa, Myrto, sous l'occupation fasciste en Grèce. Des bibliothécaires qui l'ont rencontré nous le présentent.

DEUX livres d'Alki Zei ont été traduits en français. Il s'agit de : « *La GuerredePétros* », édité par GP (*Presses de la Cité*) collection Grand angle et de « *Le Tigre dans la Vitrine* », édité par *La Farandole*, collection Prélude.

Deux livres inoubliables, exceptionnels, en ce qu'ils sont à la fois des témoignages politiques et militants sur le fascisme et la résistance au fascisme et des romans captivants, très très bien écrits, où l'imaginaire et l'humour ont aussi leur place. Des livres où il y a la vie : pas de héros purs et durs chez Alki Zei, mais des personnages complexes comme dans la vie et dont on se sent très proches.

Je vais essayer de vous les raconter :

Dans « *La Guerre de Pétros* », nous participons à la vie quotidienne d'une famille grecque d'un milieu modeste pendant la dernière guerre. Pétros a onze ans au début de la guerre. Il commence par cacher un chien anglais martyrisé par un soldat allemand et passe ensuite beaucoup de temps à écrire *Soupe populaire* sur les murs et enfin :

« *Lorsque Athènes tout entière fut devenue un immense abécédaire alors on apporta dans les écoles de gigantesques marmites noires* ».

Dans l'école de Pétros, elles s'appelleront Damon et Pythias parce que Monsieur Loutakos, le maitre, était juste en train de raconter cette légende lorsqu'elles sont arrivées et :

« *Désormais, Pétros sait que tout mot magique écrit sur un mur devient une vérité* ».

« *La Guerre de Pétros* », ce n'est pas seulement l'histoire des manifestations que les Grecs oseront organiser dans Athènes occupée, mais c'est aussi l'histoire du grand-père de Pétros qui mendie en feignant de mourir de faim ; celle de la mère de Pétros dont le principal souci est de savoir comment elle va nourrir sa famille au grand dam de Pétros et de sa sœur qui l'accusent de ne pas se soucier des événements extérieurs au cadre purement familial ; celle du père, personnage apparemment falot, qui passe son temps à recopier les informations que donne la radio sur de petites fiches ; celle de la tortue de Pétros, embarquée par les Allemands parce qu'elle portait sur sa carapace, la date de l'entrée de ces derniers dans Athènes.

« LE TIGRE DANS LA VITRINE »

Dans le « *Tigre dans la Vitrine* », c'est une petite fille de huit ans qui raconte les débuts du fascisme en Grèce en 1936. C'est à partir des événements de la vie quotidienne que nous voyons les membres de la famille de Mélissa choisir leur camp :

Mélissa et Myrto devront changer le nom de leurs petits chats (qu'elles ont baptisés « Sombre » et « Démocratie » parce que tout le monde dit : « *L'avenir est sombre pour la démocratie* ») car leur père a peur de perdre sa place à la banque. Et la mésentente s'installera entre les deux sœurs parce que Myrto qui rêve de devenir cheftaine et de porter un bel uniforme accepte d'entrer dans la phalange.

Et c'est grâce au tigre empaillé qui vit dans la vitrine de Tante Despina et qui donne sa dimension magique au roman que Mélissa et les « enfants des cabanes » soutiendront le cousin Nikos qui leur a expliqué comment le tigre participe à la guerre d'Espagne :

« *Quand il ouvre son œil bleu, il est du côté de ceux qui chantent et quand il ouvre son œil noir, il est du côté des ogres* ».

Et il y aurait encore plein de choses à dire sur « *Le Tigre dans la Vitrine* » mais je n'arriverai jamais à rendre toute sa richesse et simplicité. Lisez-le et faites-le lire aux enfants et aux adolescents que vous connaissez. Et j'espère qu'un jour, on trouvera beaucoup d'autres livres pour enfants (et pour adultes) qui raconteront aussi bien les luttes passées et présentes du peuple français.

---

* Aki Zei :
— « *Le Tigre dans la Vitrine* » à La Farandole (Prélude).
— « *La Guerre de Pétros* » à GP (Grand angle).
Age : à partir de 11 et 12 ans et pour adultes.

EXPOSITION

La Chine d'Aujourd'hui en photo

LE 1er octobre, la Chine nouvelle aura trente ans. C'est dans ce contexte que le centre Beaubourg organise à Paris une exposition de photos sur la Chine, du 5 septembre au 26 novembre. Des images traditionnelles comme les enfants à l'école, la gymnastique des vieillards dans la rue y sont exposées, à côté d'autres photographies, beaucoup plus inhabituelles mais qui donnent un aperçu des changements intervenus en Chine ces dernières années.

Rien d'historique dans cette exposition, mais plutôt des images de la vie quotidienne : deux amoureux sous un parapluie, un bal au son de l'accordéon, des lecteurs attentifs de dazibaos au « mur de la démocratie », trois jeunes en train de jouer de la guitare sur un banc enneigé, la fête du Nouvel an, un mariage. Le repiquage du riz à la main, le transport des légumes à l'aide de l'indispensable (mais ô combien pénible) palanche... donnent une idée du chemin encore long à parcourir pour arriver à la modernisation de ce pays du tiers monde.

Ces photographies de G. Hersant, F. Huguier, F. Lochon, J. L. Boissier, l'Agence Gamma, E. Morvan, F. Saur, L. Vidal et Ch. Viougard ont été prises en 1978 et 1979, dans différentes régions de Chine.

* Galerie de la BPI, 2e étage, Métro Rambuteau — Hôtel-de-Ville.

CINEMA

West indies : les nègres marrons de la liberté

1979 fera date dans l'histoire du cinéma antillais ou traitant de la réalité antillaise, de ces pays encore sous la domination de l'impérialisme français, même si les colonies s'appellent maintenant département et territoire d'outre mer. Il y a d'abord eu *Coco la Fleur, candidat* sur les élections et la domination coloniale française en Guadeloupe et Martinique. Puis *O Madiana* qui portait sur la condition des travailleurs antillais à Paris.

Avec *West Indies* ou *Les Nègres marrons*, c'est une véritable histoire du peuple antillais qui vient compléter ces deux volets, l'un sur la domination française aux Antilles, l'autre sur la condition des travailleurs antillais en France.

PENDANT sept ans, Med Hondo a appris le créole, recueilli des témoignages, lu des livres pour connaitre l'histoire des peuples antillais. C'est sur un grand bateau négrier construit dans une usine désaffectée que Med Hondo a placé le film. Pourquoi un bateau négrier ? Parce que « *l'Afrique a été pillée, il y a trois siècles de sa première matière première, l'homme : des centaines de milliers d'êtres humains, dans la force de l'âge, ont été emmenés à travers le monde, dans des bateaux négriers* ». Hondo, parallèlement à l'histoire des esclaves africains menés aux Antilles, raconte l'émigration forcée des travailleurs antillais vers la France. Pourquoi dans une usine ? « *Parce que depuis cette époque, les richesses de l'Afrique et des Antilles, que ce soient les hommes ou les matières premières, finissent dans les usines* », explique Med Hondo. C'est une véritable fresque historique que vient de signer Med Hondo. Il a réussi la prouesse de la rendre vivante, variée et actuelle tout en gardant le même décor symbolique, le bateau dans l'usine. Il a puisé dans les riches traditions (chants, danses, légendes) des peuples antillais. Dans une suite de sketches et de séquences où se mêlent le passé et le présent, Med Hondo dénonce avec force le pillage de l'Afrique et du tiers monde opéré par la bourgeoisie dès le 17e siècle. Son film est aussi un plaidoyer pour l'indépendance de la Martinique et de la Guadeloupe.

Léon CLADEL

MED MONDO

D'abord docker à Marseille

Mauritien, il est né en 1936, il débarque à Marseille, il fait successivement débardeur, docker, cueilleur d'agrumes puis cuisinier. Un autre cinéaste aussi fut docker à Marseille, il s'agit de Sembène Ousmane, un des maitres du cinéma africain. Il monte à Paris comme cuisinier dans un grand restaurant ; pendant ses congés, il fréquente un cours d'art dramatique. En 1936, avec des acteurs antillais et africains, il crée une compagnie théâtrale *Shango* où il monte des pièces d'auteurs africains. En 1936, avec son salaire, il commence le tournage (pendant les week-end) de son premier long métrage *Soleil O*. Il a déjà réalisé *Les Bicots negres, vos voisins* et *Soleil O* sur le racisme et les travailleurs immigrés et *Nous aurons toute la mort pour dormir*.

Clair de femme

Une lumière dans la solitude

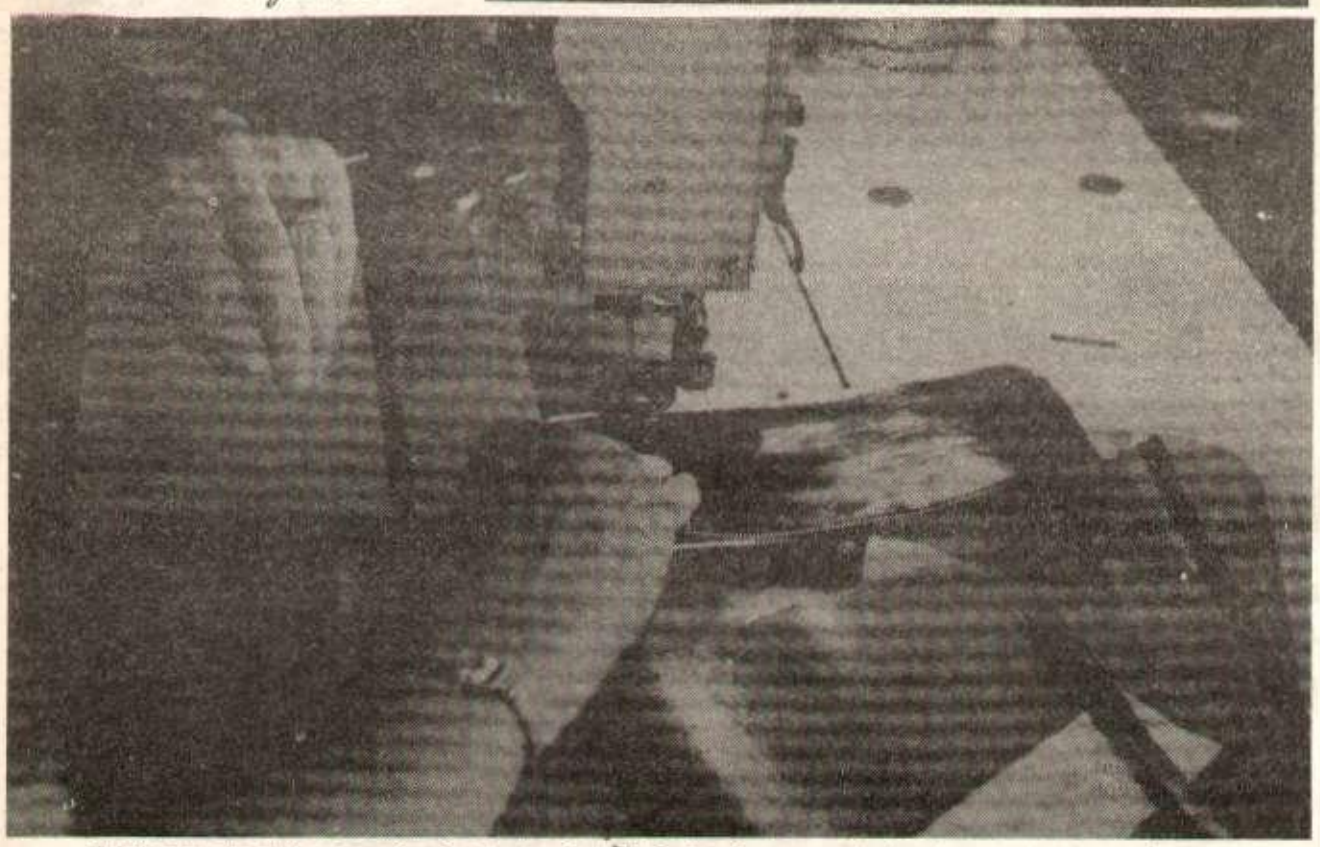
LA sortie d'un nouveau film de Costa Gavras, avec en vedette Montand, c'est toujours un peu un événement dans le monde du cinéma. *Clair de femme* en est un mais peut-être pas tout-à-fait celui que l'on attendait. En effet, Costa Gavras change de registre avec ce film : après le thème de la lutte politique qu'il avait abordé dans des films comme *L'Aveu, Etat de siège* ou *Z*, il se penche aujourd'hui sur celui de la détresse humaine — qui a bien sûr des origines sociales, mais là n'est pas sa préoccupation pour l'instant.

La détresse dans ce film c'est la solitude. La solitude de l'amour brisé, de la maladie, de la vieillesse et de la mort. C'est donc aussi un film sur le couple, celui qui est détruit et celui qui peut renaitre.

Tiré du roman de Romain Gary, ce film est la journée et la nuit d'un homme mis à la porte de chez lui par sa femme, malade incurable qui a décidé de se suicider. Cet arrière plan, dramatique, sous-entendu et de plus en plus évident au long du récit, donne la véritable profondeur tragique à la situation, qui pourrait être burlesque, de celui qui perd sa femme et en retrouve une autre dans la même journée. Mais c'est que la vie est plus forte. « *Il faut profaner le malheur* » déclare Michel. Malgré la mort et la difficulté de l'entraide, de la « fraternité » qui unit au premier regard cet homme saoul de malheur et cette femme vaincue par la solitude, c'est l'espoir qui est au bout.

De ce thème difficile, Costa Gavras a fait un grand film, certainement. On a pu dire aussi que c'était le meilleur rôle de Montand qui, pourtant, en a eu de très beaux. C'est sûrement un des plus riches, celui où il a pu donner la mesure de sa maturité d'homme et d'acteur. Et malgré le drame, le spectateur retrouve avec toujours le même plaisir l'incomparable façon de Montand de jouer de l'humour et de la tendresse.

C. M.



(Photo HR)

Fabrication de petite maroquinerie à l'usine Rehault de Fougères occupée depuis quarante et un mois.

•••En lutte depuis 41 mois / Stop / Que faites-vous ? / Stop /

Ce télégramme pourrait être envoyé au ministère de l'Industrie par les travailleurs Réos qui occupent depuis 1976 l'entreprise et à qui nous avions récemment donné la parole dans le quotidien.

ILS sont encore cent quatre vingt-sept *Réos* sans travail et près d'une centaine embauchés sans garanties comme « coups de main », tandis que globalement la situation de l'emploi s'aggrave (deux mille chômeurs sur la ville).

TROIS MILLIONS D'HEURES D'OCCUPATION

Ce chiffre preque incroyable est le signe d'une profonde détermination. La centaine d'actions engagées depuis le début du conflit montre également que ces travailleurs n'ont jamais accepté le chômage auquel on les forçait. Pour entretenir cette situation, six milliards d'anciens francs ont été utilisés : sans vouloir entrer dans la « logique économique » de la bourgeoisie, tout travailleur sensé ne peut que penser que cette somme aurait pu être utilisée autrement... à créer des emplois par exemple !

Non, rien, aucune solution industrielle n'a été proposée aux travailleurs. De projets boiteux en espérances déçues, les *Réos* ont vu s'effondrer toutes les promesses que la Datar, le ministrère de l'Industrie et d'autres paravents de la politique capitaliste leurs avaient faites.

TRAVAILLER ET VIVRE AU PAYS...

Ce slogan est repris ici, non pas comme un simple vœu mais avec la volonté de le faire aboutir.

Les travailleurs en lutte ont repris la production, d'abord la chaussure (ancienne production de l'usine), puis de la petite maroquinerie, plus adaptée à leurs moyens.

Cette production alimente la caisse de solidarité et permet de financer la lutte.

Aujourd'hui, constatant que personne au niveau des responsables politiques et économiques de la bourgeoisie ne semble s'intéresser à leur sort, les travailleurs *Réos* et la CFDT veulent les mettre au pied du mur.

LES PATRONS AU PIED DU MUR

Ce n'est pas un simple dossier technique de présentation de l'entreprise, comme cela avait déjà été fait (et qui semble être tombé dans les oubliettes), mais une réelle proposition de redémarrage industriel que les travailleurs font.

« *Comment n'y ont-ils pas pensé ?* » fait remarquer un syndicaliste, en parlant des pouvoirs publics. Penser à ce que propose la section CFDT soutenue par la Fédération HACUITEX et l'Union régionale interprofessionnelle : l'implantation d'une entreprise de petite maroquinerie.

Cette branche, précisent les travailleurs, est en expansion depuis 1968 (plus 12 % par an) avec certaines productions en augmentation de 400 et même 800 % en sept ans).

Les travailleurs soulignent également que les locaux sont là, maintenus en état depuis trois ans et demi, les moyens de production sont pratiquement directement utilisables et surtout les travailleurs ont montré, en produisant, ce dont ils étaient capables.

Ainsi, au bout de quarante et un mois de conflit, les travailleurs en lutte sont amenés à trouver des solutions pour imposer leur droit au travail.

La logique capitaliste ne se préoccupe pas des réalités sociales vécues par les travailleurs. C'est cette logique qui a conduit aux licenciements et à un taux de chômage de près de 15 % dans le pays fougerais.

A ce niveau, la CFDT a souligné l'abérration qui voit le pays de Fougères stagner économiquement. Alors que situé dans une zone d'élevage, un complexe industriel d'abattage et de transformation de la viande, de traitement des peaux (pour fournir en cuir l'industrie de la chaussure existante) permettrait de maintenir et de développer des emplois sur place.

IL FAUT QUE LES *RÉOS* GAGNENT...

Des solutions existent, dit la CFDT. La bourgeoisie et les hommes politiques à son service auront-ils la volonté de les faire aboutir pour satisfaire la revendication des « lutteurs de fond » que sont devenus les *Réos* ?

La réponse est peut-être moins dans les démarches que vont entreprendre les structures syndicales CFDT (au niveau de la section, de la Fédération HACUITEX et de l'Interprofessionnelle régionale) que dans le resserrement de l'unité et de la solidarité autour des travailleurs *Réos* en lutte.

Soutenant cette lutte et ses objectifs, la section de Fougères du PCML participe au travail de popularisation de la lutte.

Défendre le droit au travail pour tous à Fougères, c'est avant tout faire l'impossible pour que les *Réos* gagnent.

Correspondant Fougères.

P.S. Pour la solidarité financière, des commandes de produits fabriqués (pochettes, porte-monnaies, sacs...) peuvent être faites aux travailleurs en lutte par l'intermédiaire des sections syndicales ou des comités d'entreprise. Adresse : SSE Réo — Union locale CFDT, 18 rue Chateaubriand. B. P. 16 — 35300 FOUGERES.

ENTREPRISE BLANCHE PORTE A TOURCOING

Un recrutement très personnalisé

L'ENTREPRISE Blanche porte, entreprise du textile à Tourcoing, récemment reconvertie dans la vente par correspondance, vient de se faire remarquer par un nouveau type d'annonces de recrutement. On peut lire en effet dans le journal local, *Nord Eclair* des annonces publicitaires de ce style : « *Personnel temporaire : ... ces contrats temporaires conviendraient à des jeunes de 16 à 26 ans ou à des femmes, veuves, divorcées, séparées, mères célibataires à la recherche d'un emploi pendant quatre ou six mois et à plein temps* » ! Ou du style : « *Personnel de renfort ... cet emploi conviendrait à des mères de familles souhaitant augmenter le revenu familial... ce travail continu ou à mi-temps leur permettant notamment de suspendre leur activité le mercredi et pendant les congés scolaires* ». Ou encore : « *Opératrices clavier : confirmées... souhaitant trouver un emploi stable... Stagiaires... jeunes filles de 18 à 26 ans ou femmes veuves, divorcées, séparées, mères célibataires... souhaitant devenir opératrices sur clavier* ».

Un exemple, s'il en faut, de la façon dont les patrons souhaitent jouer sur tous les tableaux de l'emploi : contrats à durée déterminée, temps partiel, personnel de renfort, et « stages ». Ce qui est remarquable aussi, c'est l'utilisation des statuts, en particulier pour les femmes. Ils présentent le temps partiel comme la solution rêvée des mères de familles et ils veulent au contraire des femmes seules avec ou sans charge de famille pour un travail, durable ou pas, mais qui demande une présence plus régulière.

Ainsi les patrons du textile reprennent à leur compte ce qui se pratique depuis longtemps dans la téléphonie : embaucher prioritairement les femmes qui ont une situation difficile et qui leur paraissent ainsi plus facilement exploitables (moins absentes au travail et moins disponibles pour des activités syndicales).

C.M.

BLOC-NOTES

SOUSCRIPTION

Dans ce premier numéro nous ne nous appesantirons pas sur les problèmes financiers. Sachez pourtant que la somme de 40 millions qui constituait le premier volet indispensable à notre reparution a pu être atteinte à la fin du mois d'août grâce aux efforts et parfois aux sacrifices de nos lecteurs, amis et camarades y compris de façon non négligeable les militants permanents. Ceci est encourageant pour la poursuite de la bataille financière. Par ailleurs, nous signalons à nos lecteurs que l'augmentation des coûts de production de notre journal (papier, transport, etc.) va nous conduire à augmenter à dater du 14 septembre le prix de l'exemplaire à 2 F. Rappelons que le prix actuel de 1,70 F avait été fixé en janvier 1978. Le prix des abonnements restera quant à lui inchangé pour favoriser ce type de diffusion.

Abonnez-vous à l'Humanité rouge Quotidien

Remplir le coupon d'abonnement et le renvoyer

	Pli ouvert	Abt de soutien	Pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom . . . . . .

Prénom . . . . . .

Rue . . . . . .

Commune . . . . . .

Code postal . . . . . .

« L'HOMME A LA RECHERCHE DE SES ORIGINES ».

Un nouvel ouvrage des *Éditions du centenaire*.

Prix : 27 francs aux *Herbes sauvages* et à la *Force du livre*. Par correspondance à E-100 (rajouter 3 F pour port).

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM . . . . . .

PRÉNOM . . . . . .

Lieu de travail . . . . . .

Adresse . . . . . .

Code postal . . . . . .

(A retourner à la boite postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
B.P. 201 — 75926 Paris cedex 19
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Drouine
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 2ème trimestre 1979

(Photo HR)

Depuis plus de deux mois, les résidents campent à Garges devant leur foyer gardé par des vigiles (après les CRS partis courant juillet). Dernière intervention de la police : le 6 septembre, cent vingt flics contrôlent l'identité des occupants du camp.

(Photo HR)

Durant tout l'été, le pouvoir a multiplié les expulsions. C'est sa réponse aux très légitimes revendications posées depuis quatre ans par les résidents. Ici, à Garges, après l'intervention policière.

L'été des immigrés

Aulnay-sous-bois : heurts avec la police lors des expulsions. Les CRS sont restés après l'expulsion, ils contrôlent les entrées et les sorties du foyer.

LES lois proposées par le gouvernement qui seront à nouveau soumises au Parlement en vue d'application à partir du 1er janvier 1980 donneraient les moyens légaux aux autorités administratives d'expulser selon leur gré les travailleurs immigrés (Voir, à titre d'exemple, les articles ci-contre du projet Barre-Boulin). L'arbitraire ainsi créé sur toute une partie de la classe ouvrière serait un coup très dur contre tous les travailleurs. L'offensive du pouvoir contre la lutte et l'organisation des résidents de foyers immigrés en est partie intégrante. C'est bien le droit de lutter et de s'organiser qui est ainsi en effet nié aux travailleurs immigrés.

Voir aussi page 5

DISPOSITIONS PORTANT MODIFICATION DU CODE DU TRAVAIL

Article premier

L'article L. 341-4 du Code du travail est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. L. 341-4 — Un étranger ne peut exercer une activité professionnelles salariées en France sans avoir obtenu au préalable l'autorisation de travail mentionnée à l'article L. 341-2. Cette autorisation est, pour les résidents ordinaires, valable pour une durée de trois ans. Elle est délivrée dans des conditions qui sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

« L'étranger qui justifie de la qualité de réfugié est dispensé de cette autorisation. »

Art. 2.

Il est introduit dans le Code du travail un article L. 341-4-1 ainsi conçu :

« Art. L. 341-4-1 — L'autorisation de travail peut être retirée lorsque l'étranger se trouve sans emploi depuis plus de six mois. La rupture du contrat de travail pour retour tardif d'un étranger à l'issue d'une période de congés peut également motiver le retrait de l'autorisation de travail. »

Art. 3.

Il est introduit dans le Code du travail un article L. 342-5 ainsi conçu :

« Art. L. 342-5 — Dans des conditions déterminées par un décret en Conseil d'Etat, le ministre chargé du travail peut fixer, par département et en fonction de la situation de l'emploi, le nombre maximum de renouvellements d'autorisations de travail qui pourront être effectués chaque année au profit de travailleurs étrangers permanents. »

De nombreux visiteurs, de nombreuses marques de soutien : ici, des sidérurgistes de Longwy au rassemblement de Garges.